

Publication du Cercle des Prolétaires positivistes de Paris.

LE POSITIVISME
ET
LA QUESTION SOCIALE

CONFÉRENCE

Donnée à Lyon (palais Saint-Pierre), le 2 juillet 1898

PAR

Le D^r Paul DUBUISSON

Sous la présidence de
M. ALEXIS BERTRAND, Professeur à la Faculté des Lettres

PRÉCÉDÉE D'UNE NOTICE

Sur la Société lyonnaise *LE CHÈNE*

Prix : 25 centimes.

PARIS

SOCIÉTÉ POSITIVISTE

40, rue Monsieur-le-Prince, 40.

1899

CERCLE DES PROLÉTAIRES POSITIVISTES DE PARIS

ORDRE ET PROGRÈS

Extrait des statuts :

Le Cercle a pour but :

1° De mettre ses membres au courant, d'abord, de tous les faits se rattachant directement aux rapports du capital et du travail; ensuite, des principales études faites sur ce sujet par les différentes écoles socialistes et économistes;

2° De rechercher les solutions fournies par le Positivisme pour les questions sociales sur lesquelles l'attention générale est attirée.

Pour être reçu membre du Cercle, il faut, notamment :

1° Admettre que les phénomènes sociaux et moraux sont soumis, comme tous les autres, à des lois naturelles; être émancipé des idées théologiques, c'est-à-dire être décidé à réorganiser la société sans Dieu ni roi;

2° Reconnaître que la richesse est sociale dans sa source et doit l'être dans sa destination, tout en conservant une appropriation personnelle, condition de tout progrès;

3° Considérer le salaire, non pas comme destiné à payer ou comme pouvant payer intégralement la valeur du service rendu, — valeur qu'il est impossible de déterminer exactement, — mais simplement comme l'indemnité nécessaire, dans un milieu donné, à l'entretien du travailleur et à celui de sa famille.

Le Cercle se compose d'ouvriers manuels et d'employés. Ne sont pas reçus à ce titre les marchandeurs et les membres d'associations coopératives.

Les membres du Cercle doivent, autant que faire se peut, être adhérents à la Chambre syndicale de leur corporation.

La cotisation est de 25 centimes par mois et le droit d'adhésion de 4 franc.

Adresser les demandes d'admission au président, M. Keüfer, au siège du Cercle, 10, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

LE POSITIVISME ET LA QUESTION SOCIALE

Extrait de la *Revue occidentale*, philosophique, sociale et politique, organe du Positivisme, paraissant tous les deux mois (1^{ers} janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre). —
Abonnement : **20** francs par an. — Le numéro : **3 fr. 50**. —
Rédaction et administration : au Siège de la Société positiviste,
10, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

Publication du Cercle des Prolétaires positivistes de Paris.

LE POSITIVISME
ET
LA QUESTION SOCIALE

CONFÉRENCE

Donnée à Lyon (palais Saint-Pierre), le 2 juillet 1898

PAR

Le D^r Paul DUBUISSON

Sous la présidence de

M. ALEXIS BERTRAND, Professeur à la Faculté des Lettres

PRÉCÉDÉE D'UNE NOTICE

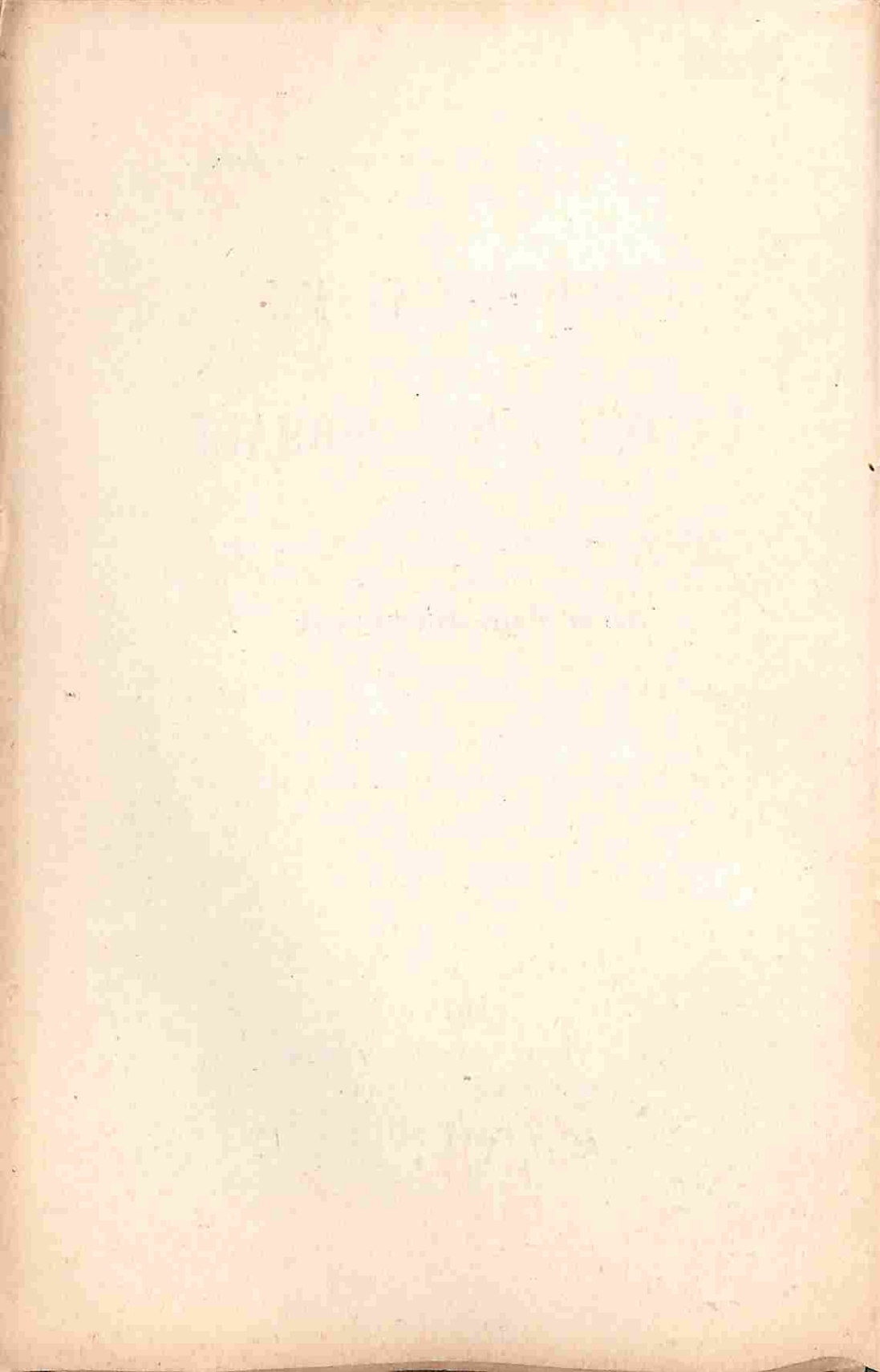
Sur la Société lyonnaise *LE CHÈNE*

PARIS

SOCIÉTÉ POSITIVISTE

10, rue Monsieur-le-Prince, 10.

1899



LE CHÈNE

SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

La Société lyonnaise *le Chêne* présente, par certain côtés, tant d'analogie avec la Société positiviste qu'il n'est pas étonnant qu'elle ait pris l'initiative d'organiser, à ses frais, une conférence positiviste, sur la proposition de l'un de ses membres, M. Fagot, ouvrier cordonnier, conseiller prud'homme et président du syndicat de sa profession.

Fondé en 1892 par quelques anciens membres du Comité central de la rue Grôlée — Comité qui, après avoir organisé sous l'Empire le parti républicain lyonnais, le conduisit à la bataille et à la victoire au 24 mai et au 16 mai notamment, — *le Chêne* est une société de républicains libres-penseurs, se préoccupant essentiellement de questions économiques et sociales. Formé par sélection rigoureuse, il se compose exactement de quarante-un membres, nombre qui, suivant la spirituelle boutade de l'un d'eux, la différence de l'Académie, puisque, arithmétiquement, il ne compte pas de zéro dans son sein.

Au *Chêne*, la qualité des membres remplace avantageusement la quantité. Ces quarante-un hommes actifs, épris de justice sociale et mus par l'esprit laïque et émancipateur, représentent toutes les conditions sociales : professeur, médecin, avocat, commerçant, industriel et prolétaire. Ce n'est pas au *Chêne* que règne ce funeste préjugé de classe qui, à cette époque troublée, se remarque si facilement à tous les degrés de l'échelle sociale. Par sa composition même, *le Chêne* tend à développer la bienveillance, l'harmonie, l'union entre hommes des situations les plus différentes. A ce point de vue capital, il est animé du véritable esprit philosophique et social qui, tout en respectant les inégalités fatales de l'ordre humain, apprécie les hommes non point d'après leur situation ou leur fortune, mais d'après leur valeur sociale, morale et intellectuelle. La hiérarchie nécessaire s'établit spontanément au *Chêne*, suivant le mérite propre de ses membres, savants ou prolétaires, sans tenir compte des considérations vulgaires qui dominent la société actuelle. Dans ce petit cercle, la main et le cœur de l'homme instruit vont franchement vers le travailleur.

C'est donc justement que tout à l'heure nous constatons l'analogie frappante et inattendue qui existe entre *le Chêne* et la Société positiviste de Paris, et tous les groupements organisés, en Europe et en Amérique, sous l'inspiration de notre doctrine.

Le Chêne offre un second caractère non moins curieux, bien qu'à cet égard il tende plutôt à s'éloigner du point de vue positiviste. Non seulement ses adhérents appartiennent à tous les milieux sociaux, mais ils représentent toutes les opinions républicaines, depuis les républicains sans épithète jusqu'aux socialistes. Le blanquiste résolu y coudoie le gouvernemental modéré ou radical, sans qu'il résulte le moindre heurt de ces divergences de concepts et d'idéal politiques. Cela tient à ce que ces hommes sont animés d'une mutuelle estime, d'une sympathie réciproque, prenant leur source et dans un large esprit de tolérance et dans une parfaite sincérité.

De plus, *le Chêne* fonctionne sans statuts; il n'a pas même de président effectivement désigné. Une telle absence de gouvernement paraîtra étrange même aux positivistes les moins formalistes et leur donnera à penser, *a priori*, que cette Société incline plus vers les théories libertaires que vers une doctrine organique. Mais ce n'est qu'une apparence. Si *le Chêne* a perdu pour les « constitutions » le respect sacrosaint que leur accordent encore la plupart des réformateurs modernes, il ne s'ensuit nullement que son organisation très simple ne puisse s'accommoder du régime un peu négatif sous lequel il vit. Pour lui, comme pour les positivistes, les statuts et les constitutions tirent leur valeur réelle de l'usage que les sociétés savent en faire et, en ce qui le concerne, les conditions de son existence sont suffisamment remplies par le scrupule de ses membres à les respecter en toute circonstance.

Mais, dira-t-on, une agrégation d'hommes ne peut subsister et surtout agir sans un appareil de direction qui, sous une forme quelconque, représente le point de vue d'ensemble et fasse converger les parties. C'est fort juste. Aussi, [au *Chêne*, s'il n'y a pas de président élu, cela ne veut point dire que la fonction reste vacante; cela prouve bien plutôt que, comme dans les Sociétés positivistes et sans s'en douter, *le Chêne* ne croit pas que l'élection soit l'unique et le meilleur moyen de bien choisir un fonctionnaire ou un mandataire. Quant à la direction, elle est au contraire occupée de la façon la plus

heureuse par un homme que sa longue expérience des choses politiques indiquait naturellement : M. Chaumat, « l'âme du *Chêne* », dirige la Société par la seule autorité morale qu'il exerce spontanément sur ses collègues.

Dans ces conditions, *le Chêne*, composé d'hommes ayant d'autant moins besoin d'être gouvernés qu'ils savent mieux se gouverner eux-mêmes, fonctionne régulièrement sous une direction qui ne se sent point, mais qui agit efficacement sur de tels esprits, avec le concours de secrétaires et de trésorier très dévoués à l'œuvre commune.

Ajoutez qu'une cordialité simple et franche relie fortement les adhérents ; que cette qualité se complète d'une urbanité toute lyonnaise envers ceux qui, comme nous, ont eu le privilège d'être leur hôte, et vous reconnaîtrez que *le Chêne* réalise dans une large mesure ce « triomphe de la sociabilité sur la personnalité » qu'Auguste Comte a donné comme idéal permanent à ses disciples et à l'Humanité.

Tels sont, sommairement esquissés, les caractères distinctifs de la Société sous le patronage de laquelle la parole positiviste s'est fait entendre, le 2 juillet, dans l'antique et laborieuse cité lyonnaise.

*
* *

La conférence a eu lieu dans le grand amphithéâtre du palais Saint-Pierre, sous la présidence d'un membre du *Chêne*, M. Alexis Bertrand, professeur de philosophie à l'Université de Lyon et auteur de *l'Enseignement intégral* (1), un très éloquent plaidoyer en faveur du système d'éducation scientifique et sociale proposé par Auguste Comte.

Quoique d'une importance qui n'échappera à aucun positiviste, étant donnée la haute situation universitaire de son auteur, cet ouvrage n'est pas le premier et le seul service précieux rendu par M. Bertrand aux idées essentielles du Positivisme. Appelé par la ville de Lyon à faire, avec quelques-uns de ses collègues, des Cours d'enseignement populaire supérieur, M. Alexis Bertrand, depuis longtemps touché par la majestueuse grandeur des conceptions de notre Maître, a saisi cette heureuse occasion de les faire connaître

(1) *L'Enseignement intégral*, par Alexis Bertrand, professeur de philosophie à l'Université de Lyon, correspondant de l'Institut. — Paris, Félix Alcan, éditeur, 1898. Prix : 5 francs.

aux esprits studieux de Lyon. Pendant l'année 1895-96 (1), il a exposé entièrement le *Cours de philosophie positive* en des leçons à ce point brillantes qu'il a su maintenir, malgré la difficulté et la hauteur du sujet, un auditoire habituel de quatre cents personnes dans ce même amphithéâtre où la conférence du 2 juillet a eu lieu.

Six cents personnes avaient répondu à l'invitation du *Chêne* et, fait particulièrement intéressant, parmi les dames présentes, plusieurs prenaient des notes avec une réelle ardeur. Il va sans dire que l'auditoire de M. Dubuisson se composait en grande partie de celui de M. Bertrand, ce qui montre bien et la sympathie dont jouit le savant professeur et l'intérêt qu'il a su éveiller en faveur du Positivisme.

Autour du président ou dans le vaste amphithéâtre avaient pris place de nombreuses notabilités du monde intellectuel, politique et ouvrier : MM. Compayré, recteur de l'Université; D^r Cazeneuve, vice-président du Conseil général; D^r Beauvisage et A. Robin, adjoints au maire de Lyon; Chaumat, du *Chêne*; nos confrères D^r Lacassagne, professeur de médecine légale, et Maynard, ancien adjoint au maire; MM. Péronnet, conseiller municipal; D^r Lépine, professeur à la Faculté de médecine; D^r Gros, professeur à l'École des beaux-arts; D^r Musy, Vaganay, avocat à la Cour d'appel; Bally, Deschamps, Koch et Bernard Saint-Just, anciens conseillers municipaux; Doublier et Fagot, conseillers prud'hommes ouvriers; Besse, président du Syndicat des employés de commerce; Broichot et Roulet, anciens président et trésorier du Syndicat des typographes; les membres du *Chêne*; des étudiants des diverses Facultés, etc., etc.

La conférence a été pour notre confrère, M. le D^r Dubuisson, un réel succès.

A la demande de nombreux auditeurs, nous la reproduisons en brochure, afin que les personnes n'ayant pas le temps ou l'occasion de lire de gros ouvrages puissent se faire une idée suffisante de la solution lente, mais positive, donnée par notre doctrine aux graves problèmes sociaux.

F. FAGNOT,

Membre du Cercle des prolétaires positivistes de Paris.

(1) Ces cours publics et gratuits ont lieu de novembre à avril, le lundi de chaque semaine, de 8 à 10 heures du soir.

— Pendant l'hiver actuel (1898-1899), M. Alexis Bertrand a commencé son cours de sociologie par une exposition en six leçons du *Discours sur l'ensemble du Positivisme*.

LE POSITIVISME

ET

LA QUESTION SOCIALE

MESDAMES, MESSIEURS,

Je ne suis ici que le délégué, le porte-parole d'un cercle de prolétaires positivistes parisiens.

Invités à venir exposer devant vous comment le Positivisme entend et résout la question sociale, ils n'ont pu, à leur très grand regret, faute de temps, répondre eux-mêmes à l'invitation, et ils m'ont prié de les représenter.

J'en suis fâché pour vous et pour moi.

Pour vous, parce que vous auriez certainement entendu un homme infiniment plus versé que moi dans la question, beaucoup mieux au courant que moi des maux dont souffre le prolétariat, et mieux en mesure, par conséquent, d'apprécier les remèdes qui lui conviennent.

Pour moi, parce que je me sens si peu à la hauteur de ma tâche, que si je ne comptais sur toute votre bienveillance, je n'oserais parler.

Ce qui me rassure cependant, c'est la pensée qu'il n'y a ici que des hommes de bonne volonté, désireux de se renseigner, cherchant le mieux, prêts à défendre leur propre doctrine, mais prêts aussi à accepter toute autre doctrine dont la supériorité leur semblerait démontrée.

Rien ne peut être plus honorable et plus fructueux, pour les uns comme pour les autres, que cet échange d'idées quand il est fait de part et d'autre avec un désir sincère d'amélioration et de progrès, et dans un sentiment désintéressé. Cela, tout au moins, vous pouvez l'attendre de moi.

Je dirai d'abord quelques mots du Positivisme.

Je sais, Messieurs, que beaucoup d'entre vous, grâce à l'enseignement qui se fait ici même par notre très cher et très honorable président, savent ce qu'est le Positivisme. Mais quelques-uns peuvent l'ignorer et c'est pour ceux-là qu'une explication préalable est nécessaire.

Sous ce nom un peu rébarbatif, et qui a fait pousser tant de clameurs, de *Positivisme*, il faut entendre quelque chose de très simple. Le nom date d'un demi-siècle, il est donc nouveau; mais, en réalité, la chose est ancienne et se perd presque dans la nuit des temps.

Le Positivisme n'est pas une de ces conceptions arbitraires sorties un jour du cerveau d'un homme, comme Minerve du cerveau de Jupiter. Ce n'est, à proprement parler — et c'est là sa force — que l'achèvement de l'œuvre séculaire de l'esprit humain dans l'ordre de ses connaissances. Il débute avec les premières spéculations des théocraties primitives sur les nombres pour aboutir en ce siècle à la fondation d'une sociologie et d'une morale scientifiques.

Philosophiquement parlant, il consiste en une élimination graduelle de la théologie et de la métaphysique de toutes nos conceptions quelconques, en une substitu-

tion de plus en plus complète de la recherche des faits et des lois à la recherche des causes et à l'explication des phénomènes naturels par des volontés.

A la fin du siècle dernier, notre mentalité était positive jusqu'à la chimie inclusivement; elle demeurait métaphysique en biologie, métaphysique et théologique en matière sociale et morale. Si on n'en appelait plus aux puissances surnaturelles pour expliquer les faits cosmologiques, tels que le vent, la pluie, la foudre, on ne cessait de les faire intervenir dans la conduite des phénomènes sociaux et moraux.

Le XIX^e siècle a vu s'achever cette évolution. Dès ses premières années, la biologie est devenue positive avec Bichat et avec Gall, et un peu plus tard, les phénomènes moraux et sociaux ont passé à leur tour sous le joug de la science avec le fondateur de la sociologie et de la morale positives, avec Auguste Comte.

Dès lors, le Positivisme était fondé. Toutes nos connaissances étaient passées à l'état positif, c'est-à-dire scientifique. La métaphysique et la théologie n'avaient plus rien à y voir.

Mais l'œuvre une fois achevée, il était impossible qu'il n'en résultât pas d'importantes conséquences, tant au point de vue philosophique qu'au point de vue pratique.

Au point de vue philosophique, l'homme embrassa enfin, dans une vue d'ensemble, des connaissances qui jusque-là ne lui étaient apparues que fragmentées; et, dès lors, il lui fut possible de les ériger en système, de les classer, de les hiérarchiser, d'en faire un tout au lieu de les laisser à l'état de parties. La Science, en un mot, put se substituer aux sciences et devint ainsi la philosophie positive, œuvre fondamentale d'Auguste Comte.

Mais cette œuvre a un complément pratique : elle réagit nécessairement sur la politique et sur la morale.

Il va de soi que si les phénomènes sociaux et moraux ont leurs lois comme les phénomènes astronomiques, physiques, chimiques, nous n'avons plus qu'à suivre, en matière sociale et morale, c'est-à-dire dans l'art suprême, les méthodes qui ont si merveilleusement réussi à l'esprit humain dans les domaines inférieurs. Au lieu d'imaginer, nous devons nous contenter d'observer, et dans nos constructions sociales, nous n'avons plus autre chose à faire qu'à tirer le meilleur parti possible des lois découvertes. L'ingénieur qui construit une locomotive ne fait qu'appliquer les lois de la mécanique et de la physique; le jardinier qui taille ou plante un arbre, celles de la physiologie végétale. Ni l'un ni l'autre n'a la prétention d'agir arbitrairement et suivant les caprices de son esprit. Il doit en être de même désormais en matière de politique et de morale pratique. Les faits sociaux ne sont pas plus à la merci des hommes que des dieux. Ils ont leurs lois, et ce sont ces lois qu'il faut d'abord découvrir, si nous voulons utilement réformer.

Tels sont les principes que nous allons mettre en œuvre dans l'exposition qui va suivre, aussi bien lorsque nous critiquerons que lorsque nous construirons à notre tour.

Il s'agit, Messieurs, de vous montrer le Positivisme en application. Et à ce point de vue, une question m'a semblé s'imposer à notre choix : *la question sociale*. La question sociale n'est certainement pas une question neuve, mais je n'en connais pas de plus brûlante et qui réclame davantage une solution.

De tout temps, certes, il y a eu des misérables, et les sociétés antiques n'en ont peut-être pas été plus dépourvues que les nôtres. Mais jamais les misérables n'ont au même point senti leur misère. Les motifs de

résignation qui existaient autrefois n'existent plus. Impossible d'offrir au pauvre ces compensations futures dont on le leurrait jadis : la foi s'en est allée. D'autre part, la richesse, à mesure qu'elle s'accumule en certaines mains, se fait plus arrogante et abuse avec plus de cynisme. Le mal est aujourd'hui à l'état aigu.

A cet état, il y a des causes nombreuses.

Et d'abord des causes morales : plus de croyance commune réglant et ralliant les hommes, et, par conséquent, relâchement de la morale, méconnaissance de plus en plus grande des devoirs personnels et domestiques, méconnaissance plus grande encore des devoirs sociaux, plus généraux et plus élevés.

Les liens qui autrefois unissaient le patron et l'ouvrier vont se dénouant chaque jour davantage. Chacun, jaloux de sa liberté, se refuse à tout engagement. Ce n'est plus à l'année, au mois, au jour qu'on se lie, c'est à l'heure ou à la minute, comme en Angleterre. Le travail est considéré comme une marchandise taxable à un juste prix, qui est le salaire, et, l'ouvrier une fois payé, le patron se tient pour quitte envers lui. Si on l'emploie, c'est parce qu'on ne peut encore se passer de lui ; mais autant que l'occasion le permet, on lui substitue la machine ou les petites mains. Tout ce qui n'est pas de force : le chétif, l'infirme, le vieillard, est impitoyablement éliminé.

De son côté, l'ouvrier prend sa revanche : il en fait le moins possible, et s'il croit l'occasion propice pour arracher quelque avantage au patron, il se garde de la laisser échapper.

De part et d'autre, en un mot, on ne se reconnaît aucun devoir. Il y a guerre ouverte entre le prolétaire et le bourgeois, entre le salarié et le patron.

A côté des causes morales, il y a des causes économiques :

La concentration des capitaux qui, en rejetant quantité de petits patrons dans le prolétariat, augmente le nombre des pauvres et des mécontents; l'industrie anonyme qui, en supprimant les rapports directs entre l'employeur et l'ouvrier, ne laisse plus qu'une place insuffisante aux sentiments d'humanité; le développement prodigieux du machinisme qui diminue sans cesse le nombre des travailleurs. Joignons-y la disparition de l'apprentissage, l'instabilité du public, la mode, enfin et surtout cette complexité croissante du phénomène économique qui fait que personne, pas plus le patron que l'ouvrier, n'est absolument sûr de son lendemain, et qui amène tour à tour l'abondance et la pénurie du travail sans que les intéressés soient le plus souvent en état de saisir les causes des événements qui les frappent et par conséquent de les prévoir. Quantité d'hommes souffrent et réclament justement l'amélioration de leur sort.

On conçoit qu'après avoir rejeté comme insuffisantes les consolations que leur offrait l'Évangile, ils soient peu disposés à accepter celles que leur offre l'*Economisme*.

A des gens qu'écrase notre régime industriel, l'Economisme ne sait que proposer d'admirer et de respecter le jeu des lois naturelles qui le produisent, comme si une Providence avait établi dans le monde un équilibre tel qu'il suffise de laisser libre cours aux lois naturelles pour que tous les hommes soient heureux.

Oui, certes, il y a des lois, aussi bien dans la production des richesses que dans toute autre fonction sociale; mais nous ne sommes nullement tenus de nous croiser les bras en les contemplant. Là comme ailleurs, il s'agit de les faire tourner à notre avantage. Où en serions-nous si, dans la modification du monde matériel et de

L'homme physique, nous avons apporté les mêmes dispositions à l'inertie ? Si nous avons observé les lois qui gouvernent la pluie et la foudre, c'était apparemment pour nous en préserver, et si nous avons voulu savoir comment mouraient les hommes, c'était pour tenter de les guérir. Pourquoi donc une résignation si étrange en matière de modification sociale et morale ?

Les économistes n'ont peut-être pas tout à fait tort quand ils disent qu'une société, prise dans son ensemble, n'est pas en péril parce que les lois naturelles de la production jettent dans le chômage et par conséquent dans la misère telle ou telle classe de travailleurs. Il est certain que le reste n'en continue pas moins de vivre. Lorsqu'en pays de montagne quelque bloc énorme se détache d'un sommet et écrase les villages de la vallée, la vie ne cesse pas pour cela dans le monde entier et le soleil luit le lendemain sur la vallée dévastée comme il lui-sait la veille sur la vallée verdoyante. On conçoit cependant que les victimes protestent et ne se contentent pas de révéler les lois naturelles et de célébrer la science des économistes.

Rien n'est donc plus légitime que le cri qu'ils poussent et n'est en vérité plus compréhensible que l'empressement avec lequel ils ont accepté le remède qui leur a été offert sous le nom de *Socialisme*.

*
**

Je dis *Socialisme* sans préciser autrement, parce que, depuis le Communisme primitif jusqu'au Collectivisme actuel, tant de systèmes différents ont été proposés, que je ne saurais vraiment auquel m'arrêter, et bien que, dans ma pensée, ce soit surtout au Collectivisme de ces dernières années que s'appliquera ce que je vais dire, il me semble préférable de garder un nom qui exprime ce qu'il y a de commun dans tous les systèmes sans en désigner aucun.

Je serai aussi bref que possible dans cette appréciation. Mon but étant de vous exposer la solution positiviste de la question sociale, c'est à elle que je veux surtout m'attacher. Mais je serais trop incomplet vraiment, si je ne vous disais pas d'abord pourquoi le Positivisme repousse la solution socialiste. C'est encore, après tout, une façon de vous faire comprendre l'esprit du Positivisme.

Il y a trois points à considérer dans le Socialisme :

1° Une œuvre critique : la critique du régime social actuel ;

2° Une œuvre toute positive et scientifique : la démonstration du principe sur lequel le Socialisme base sa réforme de la société ;

3° Le plan de cette réforme.

Sur le premier point, nous n'avons rien à dire. Le Socialisme a fait du régime social actuel une critique qui ne sera pas dépassée.

Sur le second point, le Positivisme n'est pas moins d'accord avec lui. Le principe au nom duquel le Socialisme entend réformer le monde n'est pas en effet moins inébranlable que sa critique du régime présent. Il a dit : *La richesse est sociale dans sa source*, et il l'a surabondamment démontré.

Il n'est que trop vrai que dans la fortune la plus honnêtement acquise, celle où il entre le plus d'activité, d'intelligence et de moralité personnelles, la part de l'individu, comparée à celle des ancêtres ou des contemporains, est très peu de chose. Des ancêtres il tient, avec les traditions morales et les habitudes, la civilisation dont il jouit, la science, les inventions, les procédés de toute sorte dont il use, sans parler des capitaux qui sont en ses mains. Des contemporains il tient une assistance, un concours, sans lesquels il serait réduit à l'impuissance. Même jeté dans une île déserte et ne pouvant

compter que sur lui-même, l'homme de notre temps utiliserait encore les connaissances et les aptitudes léguées par les ancêtres et ne pourrait dire ce qu'osent dire certains contemporains, qu'ils sont les fils de leurs œuvres !

Et sous ce rapport, il ne faut pas que le philosophe, le savant ou l'artiste s'en croient plus que l'industriel. Les plus beaux génies ont d'abord hérité de ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs, tant au point de vue des méthodes que des résultats, et l'on se demande ce qu'ils feraient de tout leur talent et de tout leur art s'ils n'avaient autour d'eux d'autres hommes pour les loger, les vêtir, les nourrir, leur procurer, en un mot, le loisir dont ils ont besoin.

En résumé, il est impossible d'estimer la part de chacun dans son prétendu produit, et sans difficulté nous reconnaissons avec les socialistes que, dans la création de toute richesse, quelle qu'elle soit, la part de la collectivité est infiniment supérieure à celle de l'individu.

Mais de ce principe découle une conséquence que le Socialisme n'a pas moins bien établie, et que nous acceptons avec non moins d'empressement. *Etant donné que la richesse est sociale dans sa source, a-t-il proclamé, elle doit l'être dans sa destination.*

Nous ne disons pas autre chose : venant de tous, la richesse est faite pour tous. Il ne s'agit plus que de passer à l'application. C'est ici que l'accord cesse entre le Socialisme et le Positivisme. Entre la manière de l'un et celle de l'autre de comprendre la solution du problème, il y a un monde.

Voyons brièvement ce que propose le Socialisme et examinons non moins brièvement par où il nous semble pécher. Nous exposerons ensuite ce que propose le Positivisme.

Je répète ici que je n'ai nullement l'intention de faire le procès à tel ou tel système en particulier. Je m'en tiendrai aux traits communs et généraux qui se retrouvent plus ou moins dans tous.

Etant donné que la richesse, sociale dans sa source, doit l'être également dans sa destination, le Socialisme s'est donné pour but de faire régner une égalité aussi complète que possible dans la répartition des biens et des avantages sociaux.

Les premiers socialistes, partisans d'un communisme absolu, n'admettaient de propriété individuelle à aucun degré et sous aucune forme. En dehors des produits alimentaires, tout ce dont l'individu avait la jouissance n'était qu'un prêt, qu'un dépôt.

Les socialistes ultérieurs ont fait des concessions. Mieux éclairés sans doute, ils accordent quelque chose à l'individu, mais à la condition qu'il ne puisse en résulter aucun dommage, aucun danger pour la société. Chacun jouira en toute liberté du produit de son travail ou de ce qu'il pourra échanger contre ce produit ; mais il ne pourra reconstituer aucun capital, foncier ou mobilier, il ne pourra se servir de la monnaie, qui se prête trop aisément à l'accumulation ; *a fortiori*, ne pourra-t-il hériter.

Et pour que l'égalité soit aussi parfaite que possible, pour empêcher qu'il n'y ait en quelque sorte des inégalités au point de départ, lesquelles se perpétueraient tout le long des existences, la collectivité se charge de l'individu et le prépare à la vie sociale par l'instruction intégrale. Chacun arrivant ainsi également armé à la vie pratique, choisira librement sa profession et fera alors son entrée dans l'atelier socialiste.

L'atelier socialiste ne saurait ressembler, comme bien on pense, à l'atelier capitaliste. L'égalité voudrait qu'il n'y eût pas de chef — et c'est ce que plus d'un théori-

rien du Socialisme a pensé mettre en pratique. — Malheureusement, les nécessités industrielles sont là, et on a été obligé d'admettre des chefs. A peine est-il besoin de dire que ces chefs seront nommés à l'élection, l'élection étant encore, au point de vue égalitaire, le mode le moins dangereux qui soit de les faire surgir.

Au delà de l'organisation de l'atelier, nous ne voyons plus rien de précis ou qui mérite d'être signalé. C'est le régime démocratique.

Il va de soi que, même parmi les plus ardents théoriciens, personne n'imagine que le système marchera tout seul et qu'une foule de difficultés imprévues n'apparaîtront pas dans l'application. Mais tous sont d'accord sur ce point capital que chacun, dans le nouveau régime, étant intéressé à ce que les choses aillent pour le mieux, il ne se trouvera personne qui ne s'évertue à bien faire et ne soit disposé à aplanir tous les obstacles.

Tel est, dans ce qu'il a d'essentiel, de fondamental, le système préconisé par le Socialisme. Voyons rapidement par où il pèche.

Et d'abord, n'a-t-on pas le droit de s'étonner un peu de son extraordinaire simplicité ? On dirait vraiment, à entendre les auteurs, que tout dans le monde social se réduit à créer de la richesse. La fonction industrielle tient dans leurs conceptions une telle place, qu'on en vient à se demander s'il en existe d'autres dans la société qu'ils préconisent. L'atelier une fois organisé, il semble que tout soit fait et que le monde reconstitué n'ait plus qu'à marcher.

On croit rêver. S'il n'est pas inexact de prétendre, en considérant le phénomène social dans son ensemble et de très haut, que la création de la richesse demeure toujours l'objet essentiel de toute société, il faut cependant convenir que les progrès de la civilisation ont

tellement compliqué notre organisation sociale, que la production proprement dite, c'est-à-dire le travail de l'atelier ou des champs, si important qu'il soit, n'est plus et ne peut plus être l'objet unique de nos préoccupations et de nos efforts.

Que dans les sociétés primitives, où chaque tribu vivait pour soi, la fonction industrielle absorbât plus ou moins toutes les autres, c'est chose aisée à comprendre ; mais que, dans une société comme la nôtre, où le travail est divisé et disséminé au point que les pièces d'une même machine se fabriquent parfois en dix lieux différents, où les échanges internationaux ont pris une telle activité que, d'un bout à l'autre du monde, les hommes ne peuvent plus se passer les uns des autres et que le moindre trouble qui agite l'Amérique ou la Chine a sa répercussion en Europe ; que dans une société ainsi faite on n'ait d'yeux que pour la fonction industrielle élémentaire, c'est-à-dire pour le travail de l'atelier, c'est à croire qu'on ne s'est pas donné la peine, avant de construire le système, d'ouvrir un journal ou même de regarder autour de soi. Comment ne pas reconnaître que cette fonction industrielle n'est plus aujourd'hui qu'une fonction sociale entre beaucoup d'autres, et qu'elle ne saurait par conséquent absorber à elle seule toute l'attention des penseurs ? Est-il possible de tenir pour nulles et non avenues toutes ces fonctions qui sont nées de la division du travail et de sa dissémination à travers le globe, fonctions qui ont pour objet de diriger, de coordonner, d'équilibrer la production, fonctions de plus en plus élevées et difficiles, et dont l'industrie peut de moins en moins se passer ? Que deviennent-elles cependant dans le système socialiste ? Existient-elles même encore ?

Et à côté de ces fonctions plus directement rattachées au phénomène industriel, n'en est-il pas d'autres dont il ne serait pas moins intéressant de connaître le sort ?

Que devient la science, l'art, en un mot toute la production intellectuelle, dans le système socialiste? De la science, il faut bien reconnaître que les auteurs ne la passent pas tout à fait sous silence : elle exerce de nos jours un tel empire sur l'industrie, qu'il serait difficile de ne pas lui faire sa place dans l'organisation à venir (encore ne voit-on pas trop quelle sera cette place dans une société si égalitaire et si jalouse?). Mais de l'art, comment en serait-il même question? L'art réclame avant tout de l'indépendance et du loisir, c'est-à-dire des capitaux, et c'est là une condition qui est précisément proscrite du régime nouveau.

Est-il nécessaire d'ajouter qu'on chercherait vainement dans les plans du Socialisme contemporain quelque indication ayant trait aux fonctions qui ont pour objet de maintenir l'ordre au sein de toute société, soit qu'elles usent de la force (pouvoir temporel), soit qu'elles usent de la persuasion (pouvoir spirituel). En ce qui concerne le gouvernement temporel, on peut cependant croire que le régime socialiste n'entend pas s'en passer absolument et que, faute de mieux, il compte mettre en pratique les principes démocratiques. Mais quant au gouvernement spirituel, il est bien évident qu'il n'en veut à aucun prix. Il épouse sur ce point tous les préjugés d'un certain matérialisme qui, par horreur du catholicisme et de la théocratie, ne reconnaît à qui que ce soit le droit de diriger les esprits et de former les sentiments. L'homme s'élèvera donc comme il voudra et comme il pourra dans la société nouvelle ; au moins ne s'y trouvera-t-il personne pour le pervertir. La société, cependant, se charge d'instruire l'enfant et de lui donner une instruction intégrale. Mais que contient exactement ce mot intégral? C'est ce qu'on ne nous dit pas et ce que nous serions cependant curieux de savoir. Jusqu'où ira cette instruction? Sera-t-elle poussée

jusqu'à la biologie ? jusqu'à la sociologie ? jusqu'à la morale ? Mais alors, quelle sociologie et quelle morale lui enseignera-t-on ?

Les socialistes diront sans doute que nous attachons trop d'importance à des points qu'ils tiennent, eux, pour très secondaires ; que le principal est de réformer la fonction industrielle qui est la base de toutes les autres ; qu'une fois l'égalité matérielle obtenue, il sera facile de s'entendre sur le reste... Soit, mais encore faudrait-il qu'on nous prouvât que le régime socialiste nous garantit au moins cette égalité matérielle à laquelle toute notre organisation sociale est si radicalement sacrifiée. Or, sur ce point, nous avons plus que des doutes. Il se peut qu'en théorie et sur le papier l'égalité soit assurée, mais en pratique, c'est une autre affaire. Pénétrons, pour nous en convaincre, dans l'atelier socialiste, cette clef de voûte du système.

Remarquons d'abord que l'atelier socialiste est un atelier abstrait, je veux dire un atelier idéal qui ne s'applique à aucune industrie en particulier. Il n'est pas plus agricole que manufacturier, il n'appartient pas plus à la petite industrie qu'à la grande, il n'est ni terrestre ni maritime. Toutefois, il n'est pas difficile de voir que les réformateurs se sont avant tout préoccupés de l'atelier de la grande industrie. Et cela se conçoit : c'est de lui surtout qu'est venu le mal, c'est à lui surtout qu'on a pensé en cherchant le remède. Il est permis toutefois de se demander si le régime préconisé est également propre à la fabrication des ponts de chemin de fer, à la production du blé ou à la pêche du hareng. Mais passons et entrons dans cet atelier.

Nous avons observé que tout en supprimant le patron capitaliste, le Socialisme, par plus d'une voix autorisée, avait reconnu la nécessité de chefs, de directeurs indus-

triers, préposés aux rapports entre l'atelier et les ateliers voisins, chargés de recevoir les commandes, de distribuer le travail, de le surveiller, de le rétribuer, etc., etc. La concession est énorme, étant donné qu'on recherche par-dessus tout l'égalité, et qu'il ne saurait y avoir d'égalité là où il y a des chefs. Aussi croit-on avoir paré dans la mesure du possible aux plus grands dangers d'une institution aussi rétrograde en soumettant les chefs à l'élection.

Malheureusement, tout porte à penser qu'on ruine ainsi ce qu'il y avait de sage et de pratique dans la concession faite, car il n'est guère possible d'admettre que l'atelier ainsi constitué puisse fonctionner à la satisfaction générale.

Que l'élection serve à nommer des mandataires chargés d'une mission spéciale ou des représentants chargés de porter à une autorité supérieure des doléances, des réclamations, des vœux, soit ! Mais qu'elle serve à nommer des chefs chargés de commander, de contrôler, de surveiller, de réprimander, de punir même, non pas ! Quelle autorité aurai-je, moi chef, sur des gens qui m'auront nommé, non pas, je suppose, pour leur être désagréable, mais pour leur être agréable, et que par ma fonction je serai obligé de gêner sans cesse ? Quel respect obtiendrai-je de subordonnés auxquels je dois mon pouvoir ? Quels seront mes rapports avec ceux qui, s'étant opposés à mon élection, ne chercheront très probablement qu'à me renverser et contre lesquels je serai constamment obligé de me défendre ?

N'est-il pas évident que les qualités qu'on demandera aux chefs — surtout sous un régime où, toute concurrence étant abolie, il deviendra à peu près indifférent que l'atelier soit plus ou moins bien mené — ne seront pas précisément celles qu'on serait en droit d'en attendre. Ce qu'on exigera d'eux, ne sera-ce pas avant tout d'être des

orateurs éloquents, chargés de porter en haut lieu les réclamations de l'atelier ?

- Quel que soit le régime, il y a pour l'atelier comme pour toute organisation collective quelconque, petite ou grande, des conditions de gouvernement auxquelles il est impossible de toucher sans que tout s'effondre, et l'atelier socialiste s'y conformera ou il périra. Mais s'il s'y conforme, ce ne sera plus l'atelier socialiste, l'atelier égalitaire.

Supposons cependant que cet atelier ainsi constitué soit viable. Pouvons-nous croire que le but poursuivi par les théoriciens du Socialisme sera atteint et que nous aurons enfin assuré cette égalité sociale tant rêvée ?

Il est convenu, avons-nous dit, que l'individu choisira sa profession ; mais il va de soi qu'il ne pourra choisir que sur une liste déterminée, la collectivité ne pouvant admettre toutes les professions quelconques.

Laissons de côté la question de savoir qui établira pareille liste et de quelle façon il sera fait droit aux réclamations qu'elle ne peut manquer de susciter. Arrivons de suite aux difficultés d'application.

Il est de toute évidence que, libre de son choix, l'individu se portera de préférence vers les professions agréables : il fait meilleur, en effet, être bijoutier ou pâtissier que charretier ou mineur. Qui s'attellera donc aux professions désagréables ?

Aujourd'hui, le classement est relativement facile : les circonstances influent plus que nos désirs sur le choix de la profession, et le sentiment de la fatalité qui pèse sur nous est si puissant, que les moins favorisés eux-mêmes se résignent sans trop de peine à la destinée que les hasards de la naissance, du milieu et de l'éducation leur ont faite. Mais sous un régime où il ne dépend que de notre choix d'être agréablement pourvu, croit-on que la

résignation sera facile et que l'on trouvera aisément des travailleurs pour les emplois rebutants?

Nous connaissons la réponse. On dit : pour les professions agréables, nous instituerons le concours ; pour les rebutantes, il y aura le tirage au sort, le tour de rôle, l'obligation temporaire, la compensation matérielle, etc., etc.

Je conviens que ces moyens en valent d'autres et qu'à la rigueur ils ne seraient pas déplacés sous le régime actuel où tout est fait d'inégalité. Mais nous le demandons aux socialistes de bonne foi : sont-ils acceptables, sont-ils même compréhensibles sous un régime d'égalité absolue?

Nous ne sommes là d'ailleurs qu'au commencement de nos peines. Après la difficulté provenant du libre choix de la profession surgit celle provenant du libre choix du séjour ; car on ne suppose pas qu'au nom de l'égalité chacun acceptera n'importe quelle résidence. Pourquoi, puisqu'on m'assure l'égalité, me forcerait-on à habiter la campagne quand d'autres habitent la ville? Pourquoi serais-je condamné aux plaines à betteraves et au ciel brumeux du Pas-de-Calais quand d'autres se prélasseront sous un ciel éternellement pur aux bords des flots bleus? Pourquoi peinerai-je à tirer le blé ou extraire le charbon d'un sol ingrat quand d'autres auront si peu de mal à récolter l'orange ou l'olive?

Et quand j'aurai choisi ma profession et mon ciel, de quel droit ne choisirai-je pas aussi telle maison plutôt que telle autre, tel coin de terre plutôt que tel autre? Il est clair que plus on marche dans l'application du principe égalitaire, plus les obstacles qu'on rencontre se dressent nombreux et irréductibles. C'est que le besoin d'égalité n'est pas de ceux qu'on satisfait aisément, et quand une fois on l'a fait germer dans les cœurs, il ne suffit pas pour faire taire les convoitises de prononcer le

grand mot d'*intérêt général*, en rappelant aux intéressés qu'en travaillant pour tous, chacun travaille en réalité pour lui-même.

A cet égard, on ne sait que trop à quoi s'en tenir.

Où donc et quand les hommes, sauf en des circonstances exceptionnelles, ont-ils jamais fait passer l'intérêt général avant leur intérêt particulier? Les socialistes prétendent qu'il en sera ainsi dans la société réformée; ce qui est certain, c'est qu'il n'en est pas ainsi dans la société présente où, cependant, il y a comme en tout autre des intérêts généraux qu'il importe que chacun respecte et serve.

Tout le monde accorde qu'en l'état présent, il est de l'intérêt général que chacun soit soldat : est-il beaucoup de citoyens qui acceptent les obligations du service militaire autrement que contraints et forcés? On accorde encore qu'il est de l'intérêt général que chacun paie l'impôt : connaît-on beaucoup de gens qui devancent les appels du percepteur? Pour l'immense majorité des hommes, frauder l'Etat n'est pas frauder; tromper la douane, l'octroi, l'enregistrement est péché véniel. On se vante au besoin des tours qu'on leur joue. A s'en rapporter à ce qui se passe sous nos yeux, on se demande ce que pourra bien donner le futur impôt sur le revenu si l'on doit s'en fier à la simple déclaration des intéressés.

Nous voulons croire, puisqu'on nous l'assure, que les hommes de la société future ne ressembleront pas en cela aux hommes de la société présente; mais nous serions au moins curieux de connaître, à moins qu'on ne compte sur un miracle, comment des générations chez lesquelles on n'exalte que des sentiments inférieurs : la cupidité, l'instinct destructeur et l'orgueil, fourniront à point nommé des générations d'hommes vertueux.

Nous ne pouvons poursuivre davantage cette critique du régime égalitaire. Cependant, nous ne voudrions pas

l'abandonner sans demander à ses partisans comment ils comptent l'établir.

De quelque façon qu'on retourne le problème, on se convainc vite de l'impossibilité d'une application locale et partielle. Une telle solidarité existe aujourd'hui entre les membres d'une même nation qu'il n'est guère possible qu'une partie puisse vivre indépendamment des autres. Telle région fournit le blé, telle autre la vigne, telle autre les objets manufacturés. A moins donc de revenir à une sorte d'état primitif, il faut appliquer le régime à la totalité du territoire ou ne l'appliquer nulle part. C'est tout ou rien. Qui ne voit surgir aussitôt d'insurmontables obstacles ?

En admettant que le régime soit accueilli favorablement dans certaines parties — dans les régions industrielles par exemple — est-il sûr qu'il le soit également dans celles où dominent les producteurs de blé ou de vin ? Que fera-t-on alors ? L'imposera-t-on par la force ? C'est en effet le moyen qui a été mis en avant, mais on se demande si ceux qui le proposent ont réfléchi avant de parler.

Dans le cas présent, la force, c'est le nombre. Or, s'est-on préoccupé seulement de savoir si en France la partie de la population qui pourrait avoir un intérêt sérieux à un changement total de régime — c'est-à-dire la population industrielle — est la plus nombreuse.

Je prends la dernière statistique, celle de 1892, et j'y trouve les chiffres suivants pour la population industrielle :

Patrons.	1,021,657
Ouvriers.	3,319,217
Employés.	207,222
Familles.	4,814,985
Soit.	<u>9,363,081</u>

De ce chiffre, il faut déduire au moins deux millions

représentant les patrons et leurs familles. Restent sept millions d'ouvriers et employés.

Notre population industrielle ouvrière (chefs de famille, femmes et enfants) ne forme donc qu'un peu moins du cinquième de la population totale de la France, et encore y aurait-il à distinguer entre la grande industrie, qui a mille raisons de se plaindre, et la petite, où l'existence étant infiniment plus supportable, le besoin de changement est singulièrement moins accusé. Le Socialisme arriverait-il à conquérir dans sa totalité cette population industrielle qu'il ne serait encore qu'une faible, une très faible minorité dans le pays. Il n'est pas le nombre et il y a bien des chances pour qu'il ne le soit jamais. Comment, dès lors, peut-il parler d'employer les moyens violents ?

A cela, on a trouvé une réponse et l'on a dit : « Mais nous n'espérons pas non plus être les plus nombreux. Nous ne comptons que sur une minorité pour livrer bataille. Une minorité nous suffit. Le monde n'a jamais été gouverné que par des minorités. Il n'est pas de parti qui n'ait commencé par être une minorité. Combien y avait-il en France de républicains au 22 septembre 1792 ? Ne se sont-ils pas cependant imposés à toute la nation ? »

On oublie une chose : c'est que les républicains, si peu nombreux qu'ils fussent alors, représentaient en réalité toute la nation et faisaient les affaires de tous les Français, hormis celles d'une petite classe de privilégiés, tandis que les socialistes d'aujourd'hui, sciemment ou non, blessent la grande majorité des intérêts.

On va répétant partout, comme une sorte de vérité indiscutable, que la bourgeoisie de 1789 a fait la Révolution à son profit. Il se peut qu'elle ait plus profité en effet du nouveau régime que les autres classes de la nation ; mais assurément, si une pensée était loin de l'esprit de ces révolutionnaires, c'était qu'ils ne travaillaient

que pour eux. Ils croyaient bel et bien, en fondant la liberté et l'égalité, travailler pour tous, et toute la France le croyait avec eux.

D'autre part, peut-on dire que cette révolution, en tant que sociale, ait été violente? On invoque la Terreur; mais la Terreur fut une réponse à l'Invasion, et quand elle s'établit, il y avait beau temps que la réforme sociale était accomplie. Quand s'ouvrirent les états généraux de 1789, les institutions du passé étaient tellement discréditées et avilies, et le nouvel état de choses était si bien préparé, qu'il suffit au tiers état, pour vaincre toutes les résistances, d'affirmer sa volonté. Suivant le mot de Mignet, les états généraux ne firent que décréter une révolution déjà faite.

Il n'est pas de préjugé plus enraciné peut-être et en même temps plus contraire aux faits que celui qui consiste à s'imaginer que toutes les révolutions sociales ont été et doivent être nécessairement violentes. C'est précisément l'inverse qui est vrai. Les plus grandes révolutions sociales que compte l'histoire de l'humanité se sont faites lentement, silencieusement, sans secousse. Le christianisme a mis quatre cents ans à s'implanter dans le monde romain. Le moyen âge a mis plusieurs siècles à transformer l'esclave en serf et le serf en homme libre, et le travail s'est fait d'une façon si insensible, qu'il a fallu des travaux d'érudition énormes pour le mettre au jour. Et cette lenteur et ce silence ont leur raison d'être si l'on songe qu'il n'existe pas, qu'il ne peut pas exister de progrès violent et surtout brusque. Le progrès ne peut être, suivant l'expression d'Auguste Comte, que le développement de l'ordre, ce qui veut dire qu'on ne peut rompre subitement avec le passé, et que toute réforme, pour réussir, doit tirer ses éléments et ses moyens de l'état de choses même qu'il s'agit de modifier. Il n'est pas de philtre qui puisse faire

passer subitement de l'enfance à l'âge mûr, ou même de la maladie à la santé. Il n'en est pas non plus pour réformer et faire progresser d'un seul coup une société.

Résumons ces critiques. J'ai reproché au régime socialiste :

1° D'être trop simple et de considérer trop exclusivement parmi les phénomènes sociaux ceux qui concernent la production et la répartition des richesses, comme s'il était possible de toucher à un point de l'organisme social sans toucher également aux autres ;

2° De ne pas tenir suffisamment compte des instincts les plus puissants de l'individu, et de faire trop beau jeu de la personnalité humaine en poursuivant une égalité chimérique ;

3° De prendre trop peu de souci des conditions nécessaires de toute organisation ;

4° Enfin, de s'en remettre naïvement à la force sans songer qu'il n'a pas encore et qu'il n'aura probablement jamais le nombre.

Il n'est que temps d'exposer maintenant la solution positiviste.

*
**

Rappelons d'abord le principe qui la domine, principe qui lui est commun avec la solution socialiste : *La richesse est sociale dans sa source et doit l'être dans sa destination.*

Le Socialisme a cru résoudre le problème en assurant aussi complètement que possible l'égalité matérielle. Et nous venons de voir à quels obstacles il se heurtait dans l'établissement de cette égalité.

Le Positivisme cherche sa solution dans une voie toute différente. Au lieu de tendre à assurer l'égalité, il tend plutôt à développer les inégalités existantes. Pour lui, l'égalité est un rêve, une chimère. Elle n'existe nulle part, pas plus dans la société que dans la nature ; et il

considère que, parmi les inégalités sociales, l'inégalité matérielle est peut-être la moins grave de toutes.

En réalité — c'est là un fait d'expérience — rien n'est moins stable que la fortune. De génération en génération, elle change de mains. Le père était pauvre, le fils est riche, et le petit-fils retombera peut-être dans la pauvreté. Il n'est guère de famille où il n'y ait tout à la fois des pauvres et des riches. Le même homme, dans le cours de son existence, passe souvent de la misère à l'opulence et de l'opulence à la misère. Il est donc permis de dire qu'il n'est pas d'inégalité moins immuable, moins fatale que l'inégalité matérielle.

Il n'en va pas de même des autres, fatales celles-là et auxquelles nous sommes bien obligés de nous résigner : je veux parler des inégalités physiques, intellectuelles et morales. Il n'est pas indifférent à coup sûr de venir au monde avec la beauté d'un Apollon ou la laideur d'un Quasimodo; de naître robuste ou chétif, intelligent ou faible d'esprit, bon ou méchant; et cependant, qu'y pouvons-nous? Bien peu de chose, et il n'est pas au monde de compensations matérielles qui puissent rétablir ici l'égalité. En fait, on naît inégal, de plus en plus inégal, et nous n'y pouvons rien.

Pourquoi, dès lors, s'attacher si exclusivement à faire disparaître, parmi tant d'inégalités, celle-là seule qui disparaît si souvent d'elle-même? N'est-il pas plus raisonnable de nous résigner à cette inégalité-là comme nous nous résignons aux autres, et, au lieu de chercher à la détruire, d'appliquer nos efforts à la faire concourir au bien général, à la rendre utile à la collectivité, d'inutile ou dangereuse qu'elle est aujourd'hui?

C'est dans ce sens, c'est dans cet esprit que le Positivisme a cherché sa solution du problème social.

De là une première conséquence : loin de se révolter contre les lois naturelles qui créent l'inégalité matérielle

et de vouloir les entraver — ce qui serait temps perdu — il les respecte. La propriété va depuis l'origine des sociétés, s'individualisant de plus en plus : il respecte la propriété individuelle (nous verrons bientôt sous quelles conditions) et, médiocrement ému de l'argument des services publics ou de celui de la collectivisation primitive, il n'a garde de se mettre en travers de la plus énergique peut-être de toutes les tendances humaines.

Il respecte de même toutes les conditions qui ont fait l'industrie moderne si puissante et si prospère, la concentration des capitaux, le développement du machinisme, la division du travail, la hiérarchisation des fonctions, etc. Toutes ces lois, toutes ces tendances, si l'on préfère, n'offrent en elles-mêmes aucun danger pour la société. Considérée dans son ensemble, comme l'ont si souvent remarqué les économistes, la société n'a que profit à en tirer, puisqu'en somme elles allègent le travail tout en multipliant les produits. Si elles entraînent à certains égards des conséquences si pénibles, ce n'est point leur faute, mais celle des hommes qui, par cupidité, font tourner à leur avantage personnel des résultats qui devraient être à l'avantage de tous. D'où cette conclusion : ce n'est pas aux lois qu'il faut s'en prendre, mais aux hommes ; ce ne sont pas les lois qu'il faut chercher à modifier, ce qui serait parfaitement inutile d'ailleurs, ce sont les hommes qu'il faut améliorer dans la mesure où ils sont susceptibles de l'être et rendre plus aptes à remplir leurs fonctions dans la société.

Personne, je suppose, ne prétendra — et les socialistes moins que personne — que nous demandons là l'impossible. Si vouloir améliorer les hommes est une utopie, le régime socialiste serait alors encore plus irréalisable que nous ne l'avons supposé, car la première condition qui s'impose à lui, avant tout essai d'applica-

tion pratique, c'est bien évidemment la réforme morale des individus. Les égoïstes, les cupides d'aujourd'hui, nous ne cesserons de le répéter, ne deviendront pas des hommes vertueux sans préparation d'aucune sorte. Le régime socialiste a besoin d'anges, et il devra commencer par en faire !

Le Positivisme n'est pas à beaucoup près aussi exigeant. Il ne croit pas avoir besoin d'anges pour arriver au but désirable. Il serait satisfait si, du haut en bas de l'échelle, chacun consentait à *faire son devoir*, convaincu qu'il est que le jour où pareil progrès serait accompli, la question sociale serait résolue.

Nous convenons volontiers qu'au premier abord une pareille solution peut paraître insuffisante et même chimérique. La belle affaire que chacun fasse son devoir ! Cela tient à ce que, dans l'état actuel des opinions et des mœurs, la notion de *devoir*, en dehors d'un petit nombre d'obligations très élémentaires, est ce qu'il y a au monde de plus vague, de plus douteux, de plus discuté. On se reconnaît encore quelques devoirs de famille : il existe par tradition une morale domestique. De morale sociale, il n'y a en vérité que des rudiments. Toutes nos obligations envers la société se bornent à peu près à ces deux préceptes tout négatifs : « Tu ne voleras pas, tu ne tueras pas ! » Nous en sommes encore sur ce point au Décalogue de Moïse, auquel le catholicisme n'a fait qu'ajouter une vague recommandation de charité.

Il est certain que s'il en devait être toujours ainsi, si notre conception de la morale ne devait jamais dépasser pareil niveau, il serait inutile d'attendre d'elle, quoi qu'en ait pensé M. Le Play, une solution de la question sociale. S'il en est autrement, c'est que depuis un demi-siècle au moins le monde a marché. Avec l'avènement d'une sociologie scientifique, une nouvelle morale est née — celle-là étroite, précise, imposant des devoirs

nettement définis, ne se contentant pas de prêcher aux hommes un vague amour de leurs semblables.

Voyons, par exemple, quelles conséquences découlent de ce seul principe que la richesse, sociale dans sa source, doit l'être dans sa destination.

La première de toutes est que la propriété, tout en demeurant individuelle, perd le caractère absolu qu'elle avait autrefois. Si nous croyons à la nécessité de conserver la propriété individuelle, à l'impossibilité même de la supprimer, c'est bien moins dans l'intérêt de l'individu que dans celui de la collectivité. Nous y voyons assurément une satisfaction donnée au plus puissant des instincts de l'homme, de même qu'une garantie pour l'indépendance personnelle; mais nous y voyons surtout une garantie pour le développement de l'industrie, de la science, de l'art, pour l'essor, en un mot, de la civilisation et du bien-être général. La propriété individuelle n'est à nos yeux qu'un dépôt placé par la collectivité entre les mains de l'individu — dépôt dont il doit user surtout dans l'intérêt de tous, mais dont il n'a pas le droit d'abuser. Nous avons si peu de fétichisme pour elle, que nous admettons sans difficulté des restrictions considérables à la transmission héréditaire et que nous considérons la confiscation en certains cas déterminés comme une mesure des plus légitimes. On confisque bien la vie, pourquoi ne confisquerait-on pas la fortune?

Il va de soi que si la richesse a une destination sociale, le travail qui la produit ne saurait avoir une autre destination. L'employeur comme l'employé, le patron comme l'ouvrier, doivent comprendre qu'ils ne travaillent plus pour eux seuls, mais pour tous, et agir en conséquence. Ce sont l'un et l'autre, en réalité, des fonctionnaires publics — d'un degré différent, voilà tout. Ils gagnent, à cette façon nouvelle d'envisager le travail, une dignité et une sécurité qu'ils n'avaient pas; mais en revanche,

de part et d'autre, le gain (revenus ou salaire) n'est plus le paiement plus ou moins discuté du travail fourni et dont il est censé représenter la valeur; il n'est plus que l'indemnité nécessaire à l'existence des travailleurs et de leurs familles, suivant leur emploi, leurs services et leur rang.

De là des devoirs nouveaux et parfaitement clairs, aussi bien pour l'ouvrier que pour le patron.

N'ayant plus à peiner dans l'unique intérêt d'un patron, qu'il considère aujourd'hui comme son ennemi, l'ouvrier doit respecter son chef, et mettre à remplir sa tâche le même soin, la même ardeur, la même perfection que s'il la remplissait pour lui-même, ce qui exige de lui un effort constant pour s'améliorer, au triple point de vue physique, intellectuel et moral.

Les devoirs du patron sont naturellement d'autant plus nombreux et plus graves que ses fonctions sont plus importantes. Et en cela le régime nouveau ne fait que rétablir ce qui a existé jadis. Les sociétés théocratiques avaient en effet une conception des devoirs que nos sociétés modernes pourraient reprendre avec avantage. C'est la conception d'après laquelle les devoirs se multiplient et se précisent à mesure que la fonction devient plus haute. Quand on ouvre le code de Manou, on demeure stupéfait du nombre d'obligations auxquelles sont assujettis les Brahmanes et les Kchatrias, c'est-à-dire les classes supérieures, en comparaison de celles qui incombent aux Soudras ou aux Parias. La société hindoue compensait de cette façon l'inégalité de naissance ou de fortune. C'est bien le moins, en effet, que le riche et le puissant soient assujettis à plus de devoirs que d'autres envers une société à laquelle ils doivent honneur et fortune. C'est là une notion qui nous paraît bonne à rétablir. Il faut faire entendre aux riches qu'ils ont, de par leur position sociale, des devoirs infi-

niment plus nombreux et plus graves que ceux qui incombent aux pauvres.

A peine est-il besoin de parler de ce devoir général qui consiste à ne pas abuser de la richesse mise en dépôt entre leurs mains, et à agir comme des tuteurs à qui, tôt ou tard, on demande un compte ; non plus que de ces devoirs spéciaux attachés à la direction même de toute industrie : achat des matériaux, recherche des débouchés, surveillance et répartition du travail, etc. Sur ce dernier point, beaucoup de patrons n'auraient en vérité autre chose à faire que ce qu'ils font aujourd'hui.

Ce qui exigera d'eux plus d'efforts, ce sera de se reconnaître des obligations envers leurs subordonnés, moins comme travailleurs que comme hommes. D'abord ils devront les respecter, comme étant, eux aussi, des fonctionnaires sociaux qui ne diffèrent d'eux que par le rang. Puis ils auront à se préoccuper de leur sort et du sort de leurs familles, à veiller sur leur existence, à se considérer comme ayant charge d'âmes. Si dans notre société actuelle, si critiquée et si critiquable à tant d'égards, on rencontre bien des patrons qui en usent ainsi, qui nous empêche de penser qu'un pareil exemple puisse être suivi, surtout si l'on envisage que ce qui est tenu pour une exception doit devenir la règle, et que le facultatif d'aujourd'hui sera sans doute l'obligatoire de demain ?

N'oublions pas que si, par nature, l'homme est surtout égoïste, il est aussi, par nature, doué de sentiments désintéressés qui, souvent, ne restent rudimentaires et inactifs que parce que nous ne prenons pas la peine de les développer. Pourquoi le patronat ne sentirait-il pas quelque jour la grandeur et la douceur du rôle qui l'attend, surtout lorsque, mis par la concentration croissante des capitaux en possession de plus de ressources, il sera mieux en position de veiller sur le sort des popu-

lations confiées à sa garde. Si toute la morale sociale se résume dans cette belle formule d'Auguste Comte : *Vivre pour autrui*, tous les devoirs qui incombent au travailleur ou au patron trouvent leur expression dans cet autre précepte du même maître : *Dévouement du fort pour le faible, respect du faible pour le fort*.

Croit-on que si de tels principes entraient avec le temps dans la pratique, la question sociale n'aurait pas fait un grand pas vers sa solution ?

Le prolétariat, qui n'est jusqu'ici, suivant le mot de Comte, que campé dans notre société, y serait définitivement incorporé, en ce sens qu'il serait appelé enfin à jouir de tous les avantages qu'elle comporte. Il n'aurait pas — cela va de soi — l'égalité matérielle, qui n'est qu'une chimère comme toutes les autres, mais, avec le nécessaire, il aurait, ce qui est le principal, la sécurité du lendemain. Et il recouvrerait enfin ce foyer dont il a été odieusement privé depuis le jour où, à l'éternelle honte de notre temps, la femme et l'enfant lui-même en ont été arrachés pour devenir des machines à fabriquer ; comme si la femme n'était pas chargée par nature de la première des industries, celle qui consiste à faire et à élever l'enfant ; comme si l'enfant, de son côté, avait trop de toute sa jeunesse pour devenir un homme et un citoyen.

Et quand, suffisamment assuré du nécessaire et du lendemain, l'homme aura reconquis son foyer, que lui faudra-t-il encore pour atteindre à cette somme de bonheur à laquelle la masse humaine peut légitimement prétendre ? Une seule chose : le loisir nécessaire pour pouvoir puiser aux trésors intellectuels et moraux de l'humanité, à la science, à l'art, à la poésie — trésors inépuisables ceux-là, et qui sont à la portée de chacun. Eh bien ! pour réaliser cet idéal, il suffit d'une chose : que chacun en ce monde fasse son devoir.

Nous connaissons l'objection, les prolétaires l'ont faite mille fois. Ils disent : De notre côté, la chose est possible, elle est même facile. Quel est le prolétaire qui ne se reconnaîtrait des devoirs — et des devoirs aussi simples — en échange d'une sécurité, d'une dignité et d'un bonheur qu'il n'a pas. Mais les patrons? mais les riches? N'est-ce pas plaisanterie de venir demander à des hommes qui, actuellement, usent et abusent de la richesse sans que personne ait le droit d'y rien voir, qui jouissent de toutes les douceurs, de tous les raffinements d'une civilisation faite en quelque sorte pour eux, qui, une fois le salaire ou les gages payés, se déclarent quittes envers tout le monde, n'est-ce pas plaisanterie que de leur demander de changer tout cela contre la situation gênante de dépositaires qui ont à rendre compte de leur dépôt?

Dans l'état d'anarchie morale où nous vivons aujourd'hui, toute croyance commune ayant disparu, rien ne ralliant les hommes, on ne voit guère, en effet, comment on pourrait obliger à se modifier ceux qui ont intérêt à ne pas se modifier et qui ignorent jusqu'aux devoirs qui leur incombent; mais c'est là un état de choses qui n'a pas toujours été et qu'il dépend de nous de modifier.

Reportons-nous un instant vers ce moyen âge si calomnié. Pour nous, positivistes, il n'est rien de plus digne d'admiration que le spectacle que présenta, à un certain moment de l'histoire, l'Occident chrétien. A une époque où le pouvoir temporel, c'est-à-dire la force, était dispersé entre mille mains, où le moindre hobereau féodal était maître chez lui et se moquait de l'empereur ou du roi, on obtint de tous ces seigneurs en révolte de respecter des règles morales gênantes, d'accepter des obligations coûteuses et difficiles, de pousser, en certaines circonstances, l'abnégation jusqu'au sacrifice, de placer l'honneur au-dessus de la vie... Et comment tout

cela fut-il obtenu? Par la seule force de l'opinion, mais d'une opinion organisée, c'est-à-dire éclairée et dirigée.

Une foi commune ralliait tous les hommes, leur indiquait leurs devoirs — tels, bien entendu, qu'ils pouvaient être conçus alors — et mettait ainsi chacun à même de juger la conduite des autres hommes. De plus, un sacerdoce, un pouvoir spirituel, dirigeait cette opinion, lui signalait les manquements et, par elle, faisait rentrer dans le devoir ceux qui la violaient.

Il ne tient qu'à nous de ressusciter les conditions qui ont si bien réussi il y a six siècles.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de refaire le catholicisme épuisé. Il s'éteint lentement. Après avoir fait courber les têtes, il a courbé la tête à son tour. Son dogme n'est plus en état de le soutenir, il est au-dessous de sa fonction. Mais la doctrine qui l'a vaincu est prête à le remplacer et, dans un avenir plus ou moins proche, à remplir le même office. Par cela même qu'elle démontre, qu'elle prouve, au lieu d'affirmer, la science n'est-elle pas, bien mieux que la théologie, capable de rallier les hommes? Quelle n'est pas, depuis longtemps déjà, sa puissance sur les esprits en ce qui concerne la direction matérielle du monde? Discute-t-on dans la masse les arrêts de l'astronome, du physicien ou du chimiste? Nous savons bien qu'ils sont reçus plus pieusement que ne l'ont jamais été ceux de l'Évangile. Que lui manque-t-il donc pour obtenir le même respect en ce qui touche à la direction de l'homme? Rien que de conquérir l'adhésion de l'homme.

Il y a un siècle, elle était encore trop incomplète pour pouvoir aspirer à diriger l'humanité; elle n'avait pas encore pénétré dans le domaine humain. Mais aujourd'hui le pas décisif est fait. Elle s'est emparé de l'homme social et moral comme de l'homme physique, et elle est non moins apte à régler son activité et ses passions que son

hygiène et sa santé. Que cette foi nouvelle, que cette foi scientifique se fasse accepter dans ses parties supérieures comme elle l'est dans les autres ; que la sociologie et la morale positives, en se complétant, en s'affirmant, acquièrent sur l'opinion le crédit dont jouissent déjà les sciences inférieures ; que, par elles, une conception nouvelle des devoirs s'introduise dans le monde, en sorte que chacun, sachant mieux qu'aujourd'hui ce qu'il doit faire, soit également mieux en mesure de l'exiger des autres, et ce jour-là rien n'empêchera la science, devenue la seule croyance universelle, de gouverner les relations des hommes tout aussi sûrement qu'elle gouverne leur industrie.

A une condition cependant. C'est qu'en sociologie et en morale, elle aura ses chefs tout comme en chimie ou en physique. Une science ne s'applique évidemment pas toute seule. C'est par ceux qui la servent qu'elle se propage d'abord, qu'elle dirige ensuite. Lorsque la science de l'homme aura fait son chemin dans le monde, pourquoi ne s'adresserait-on pas au sociologue ou au moraliste comme on s'adresse au chimiste ou au médecin ? Mais que cette condition soit remplie, et, en vérité, je ne vois pas ce qui pourrait empêcher l'opinion publique de devenir une puissance capable de défier tous les obstacles.

Un penseur du xvii^e siècle disait de l'opinion qu'elle était la reine du monde. Et il n'avait pas tort ; mais, pour cela, il est nécessaire qu'elle soit dirigée. Quand on voit ce que peut le journalisme sur les esprits, même dans l'état de désunion où il est, n'est-on pas effrayé de ce que serait sa puissance si tous ses membres s'entendaient entre eux ? Qu'on juge donc de ce que serait l'influence d'une doctrine démontrée, dirigée par des conseillers compétents et responsables, pénétrant dans les esprits par l'enseignement, la presse, le livre, en un mot, par tous les procédés que la civilisation met

en nos mains. L'expérience du passé, tout aussi bien que celle du présent, est décisive. Il n'y a pas de pouvoir, il n'y a pas de richesse capable de lutter contre une opinion publique organisée. Quel serait le patron assez audacieux pour résister aux désirs, aux volontés de toute une population unie d'opinion et de sentiment, qui respecterait le même chef, qui suivrait la même impulsion?

Supposons cependant que pareille chose arrive : Croit-on que cette masse serait désarmée? Que non pas! Elle a en mains, cette masse, une arme plus terrible que toutes les armes inventées par les despotes. Ce que nos ancêtres appelaient *excommunication*, ce que les Irlandais contemporains ont appelé *boycottage* demeure toujours le moyen suprême. Le jour où un homme refuse de se reconnaître des devoirs envers les autres, les autres sont en droit de ne se reconnaître aucun devoir envers lui. Et si, ce jour-là, il en prend fantaisie à la masse unie et dirigée, cet homme peut être condamné à mourir de faim au sein même de l'opulence. A qui persuaderait-on que l'Irlande n'eût pas depuis longtemps amené à résipiscence les lords qui l'oppriment si elle eût été maîtresse de ses destinées?

Je n'insisterai pas davantage. Pour moi comme pour tous mes confrères positivistes, il n'est pas douteux qu'il est au pouvoir du prolétariat de marcher dès aujourd'hui vers sa délivrance. Pour cela, il faut qu'il soit uni, et il ne peut être uni qu'en acceptant une doctrine qui ne sera pas seulement une doctrine de destruction et de combat, mais une doctrine de reconstruction. *On ne détruit que ce qu'on remplace*, a dit l'homme d'Etat de la Révolution.

Le Positivisme, c'est-à-dire la Science systématisée, peut-il être cette doctrine? Nous le croyons sincèrement, parce que seul, aujourd'hui, le Positivisme, en dehors des diverses fois théologues, offre un système qui embrasse l'homme sous tous ses aspects, qui dirige à la fois

son intelligence, ses sentiments, son activité pratique, qui en toute situation est en état de lui indiquer où est le devoir.

Pas d'illusion cependant. La solution positiviste est une solution idéale qui demandera à ses partisans beaucoup de temps et d'efforts. Elle a ce désavantage sur la solution collectiviste, qu'elle ne prétend pas pouvoir s'opérer par quelques décrets à l'*Officiel*, puisqu'elle dépend d'une réformation nécessairement lente dans les opinions et les mœurs, dans les conceptions et dans les pratiques; mais elle a sur la solution collectiviste plusieurs avantages qui ne sont pas à dédaigner : d'abord elle ne saurait effrayer personne, car elle ne réclame pas de révolution violente, et prêche non le renversement total, mais le perfectionnement graduel de ce qui est; ensuite, et par cela seul qu'elle entend puiser ses éléments dans l'organisation sociale existante, elle permet à ses partisans de travailler sans retard à sa réalisation, et par conséquent, à l'amélioration immédiate de leur sort.

Le christianisme a mis quatre cents ans à s'imposer, mais bien avant qu'il fût le maître, il rendait mille services à ses adeptes. Le moyen âge n'a pas mis moins de temps à transformer l'esclave en homme libre, mais durant ces quatre cents ans, l'esclave n'a cessé de s'élever vers la liberté. Il en sera de même ici, avec cette différence que nous avons de nos jours, pour hâter les progrès espérés des moyens de propagande et d'action qui n'étaient pas à la portée de nos pères, et une liberté dont ils ne jouissaient pas. De plus, nous savons où nous allons et jusqu'où nous voulons aller.

Est-ce à dire qu'en attendant qu'une opinion organisée impose aux détenteurs de la richesse de nouveaux devoirs, il n'y a rien à faire qu'à répandre la doctrine qui les enseigne? Assurément non. La transition peut être

longue, et il importe de ne pas laisser sans protection ceux qui souffrent et se plaignent légitimement.

Le jour où l'opinion publique régénérée sera devenue une puissance, il sera évidemment inutile de demander secours au pouvoir temporel, car cette opinion publique saura faire ses affaires toute seule. Mais jusque-là, la protection du pouvoir temporel n'est nullement superflue. En l'absence d'un pouvoir spirituel, le rôle du temporel est de protéger les faibles contre les forts, de venir au secours des membres souffrants de la collectivité, de faire sentir à chacun la solidarité qui le lie aux autres, d'imposer la paix, d'aplanir les divisions. C'est ce rôle qui a fait la force et la grandeur de la royauté française dans sa période ascendante. Il est donc, à notre avis, du devoir de tout gouvernement d'empêcher certains abus et, au nom même de l'intérêt social, de ne pas laisser le pauvre sans défense contre le riche.

Tout ce qui a été fait en ce sens depuis trente ans et qui sera encore fait nous semble donc légitime et nécessaire : Réglementation du travail, aussi bien pour l'homme que pour la femme et l'enfant; fixation du nombre des heures de travail, lois d'hygiène pour les ateliers et les logements, protection contre les machines, assurances contre la vieillesse, les accidents, le chômage, etc. Toutes ces mesures, prises ou à prendre, ne constituent pas évidemment une solution; mais ce n'en sont pas moins des remèdes temporaires utiles, qui, joints au progrès des conceptions et des mœurs, permettent d'attendre plus patiemment la solution véritable.

Si nous voyons peut-être d'un œil moins favorable les tentatives faites par le prolétariat pour s'affranchir du capital au moyen des sociétés coopératives de production, ce n'est pas qu'elles ne puissent réussir et tourner même dans une certaine mesure à l'avantage de leurs fondateurs, pourvu bien entendu que les conditions de toute

entreprise industrielle soient remplies; c'est que le succès de pareilles tentatives — si succès il y a — ne nous paraît pas sans danger. Il ne faudrait pas qu'il fit oublier aux prolétaires que le but attendu est l'affranchissement de tous, et non l'affranchissement de quelques-uns. Il est à craindre aussi que, par les efforts mêmes qu'elles exigent, ces sociétés n'attirent dans leur sein toute la partie militante, hardie, généreuse du prolétariat, au risque de laisser la masse sans chefs et sans soutiens. Le plus grand service qu'on en puisse attendre, c'est d'obliger ceux qui les dirigent à se rendre compte par eux-mêmes de la complexité et de la difficulté du problème industriel et par là à abandonner un certain nombre de leurs illusions.

Je me résume et je conclus. Le Positivisme accepte complètement et fait sien le principe socialiste de la destination sociale de la richesse; mais, tandis que le Socialisme cherche sa solution dans un régime où la loi établira une égalité obligatoire, le Positivisme cherche la sienne dans la constitution d'un régime où les inégalités, de plus en plus développées, concourront librement au but proposé, sous la direction d'une doctrine commune qui ne peut être aujourd'hui que scientifique. Le Socialisme fait appel à la force, le Positivisme à l'opinion. Le Socialisme aborde le problème de front, le Positivisme tourne l'obstacle. Le Socialisme bouleverse de fond en comble notre organisation sociale et attend le progrès d'une révolution; le Positivisme ne bouleverse rien, mais, suivant cette loi démontrée par toute l'histoire que le progrès n'est que le développement de l'ordre, il veut que dès aujourd'hui on demande à l'ordre existant les moyens de réaliser le progrès.

Comme des deux côtés (Socialisme et Positivisme) tout repose en fin de compte sur une régénération préalable des opinions et des mœurs, il n'y a pas de raison

pour que positivistes et socialistes ne s'accordent pas au moins sur ce point.

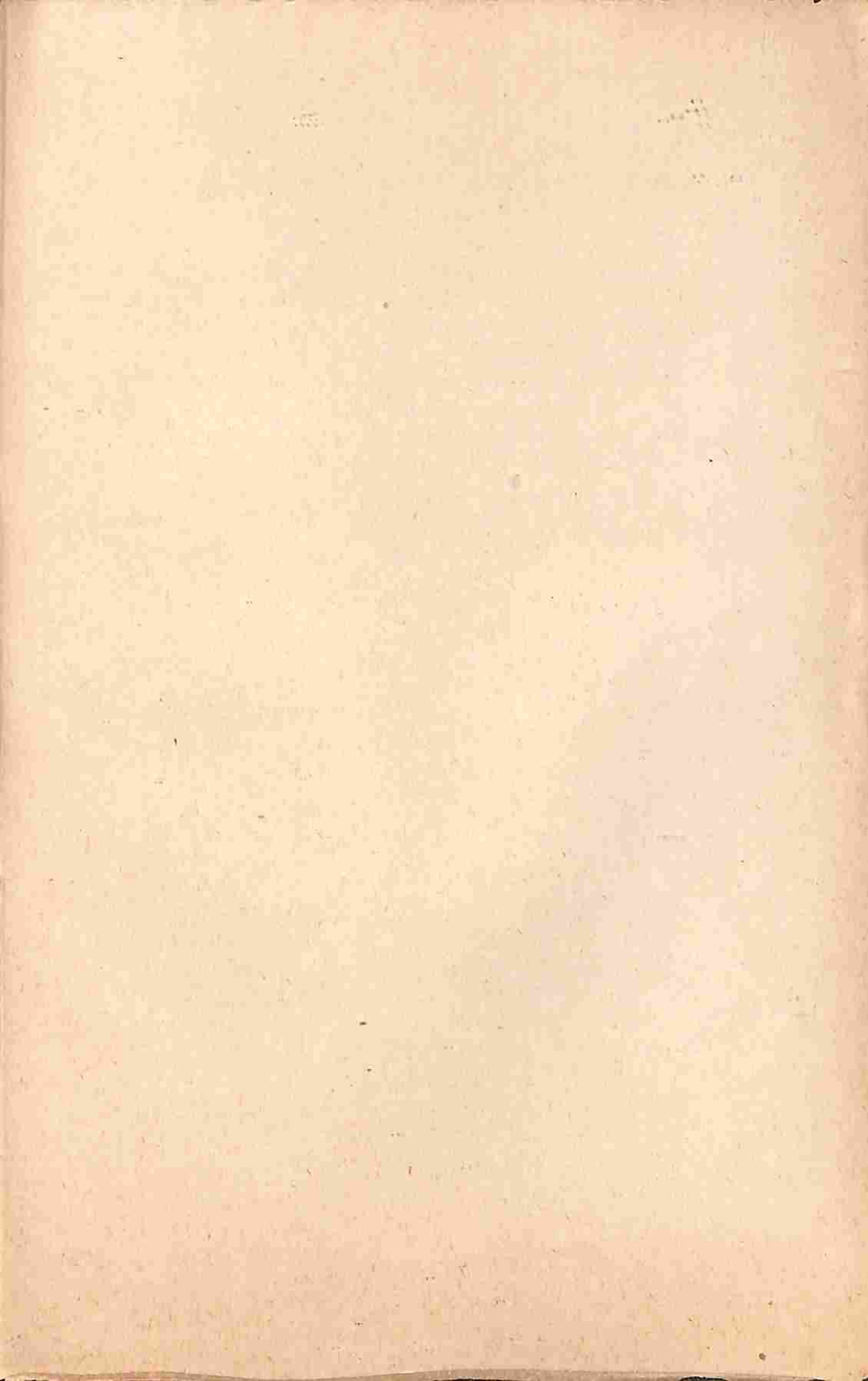
Le plus grand danger que puisse courir le prolétariat est, suivant nous, de se laisser prendre à l'appât de réformes irréalisables, qu'on lui fera attendre éternellement sous prétexte que les progrès qu'elles contiennent ne vont pas les uns sans les autres, et qu'une révolution seule peut les donner. Persuadé qu'aucun autre procédé que la force n'est capable de lui procurer l'amélioration de son sort, le prolétariat attendra donc plus ou moins patiemment le moment prédit et ne fera jusque-là aucun effort pour sortir de sa position. A quoi bon, en effet, puisqu'on lui répète chaque jour que l'organisation actuelle est pourrie et bonne seulement à jeter bas ; que chercher à la modifier, c'est chercher à la faire durer, ce qui est un crime. N'est-il pas cependant déplorable que le prolétariat se croise les bras quand, par les seuls moyens qui sont en son pouvoir, il peut déjà tant pour améliorer l'état dont il souffre ? Sous quel prétexte remettre toute réforme à l'époque où sera accomplie la révolution sociale ? En admettant même que l'organisation présente ne se prête point à toutes les modifications désirables, ce qui n'est nullement démontré, nous ne voyons pas ce que perdrait le prolétariat à s'instruire, à se moraliser, à s'organiser, à s'unir ?

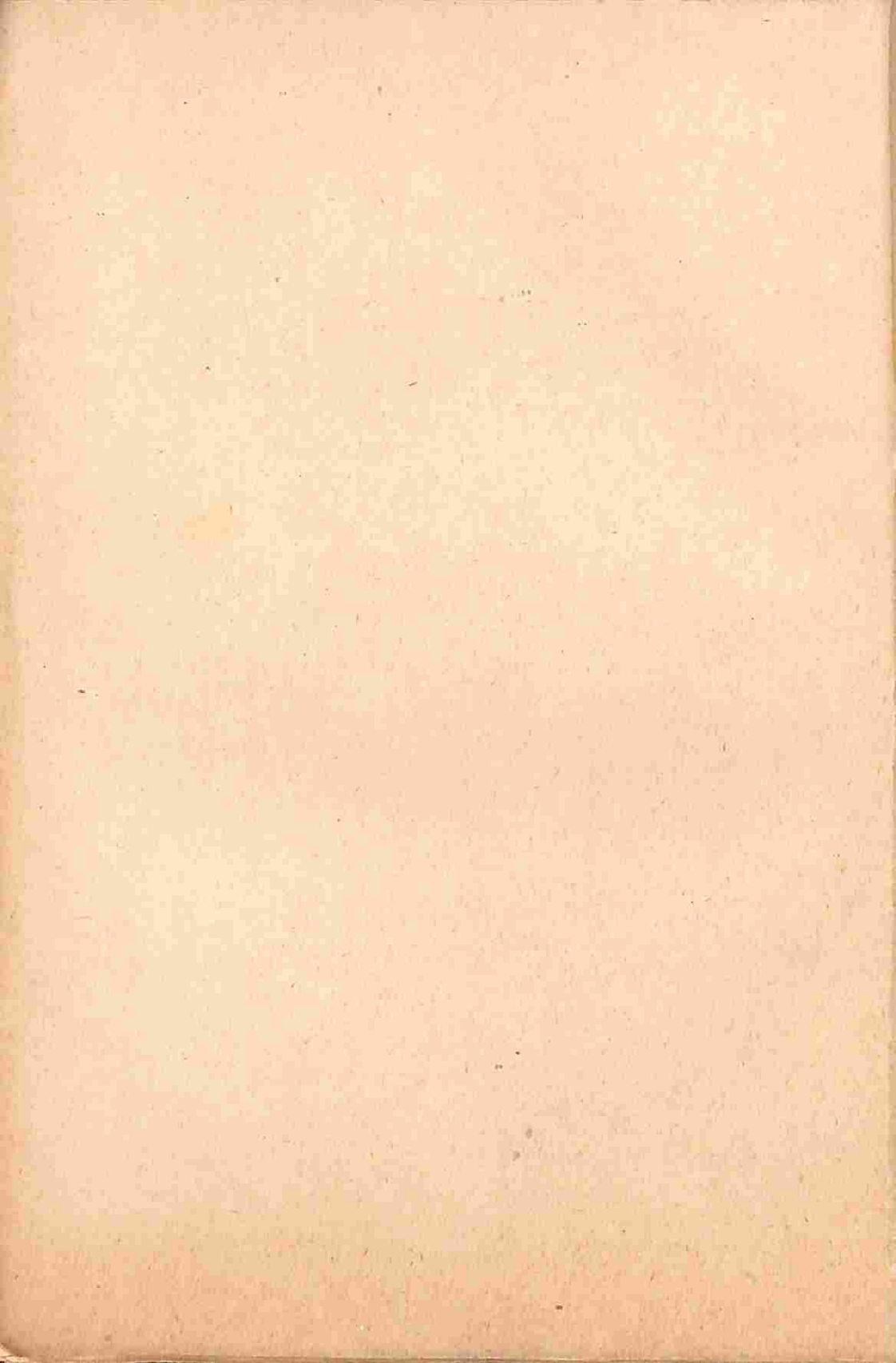
Ne ferait-il que cela, que c'en serait déjà assez pour transformer profondément les rapports sociaux. C'est une grosse erreur de sa part qu'il n'existe en dehors de lui que des parasites et des jouisseurs. Entre les millionnaires et les pauvres, il y a, surtout en France, une masse énorme qui n'est ni pauvre ni riche, qui peine presque autant, sinon tout autant que le prolétariat, qui sympathise profondément avec sa misère, et qui ferait aisément cause commune avec lui si elle n'était arrêtée dans son bon vouloir par des théories qui la froissent dans sa

raison quand elles ne la menacent pas dans ses intérêts. C'est à faire la conquête de cette masse que le prolétariat, à notre sens, devrait travailler, et cela en cultivant chez lui à la fois l'intelligence et le cœur, en s'instruisant et en se moralisant, en n'acceptant dans les théories qu'on lui propose que ce qu'il y a de démontrable, de sensé, d'applicable, en rejetant de ses habitudes ce qui peut prêter à de faciles critiques, et qui sert trop souvent de motif à ses ennemis pour justifier leur éloignement et leur dédain. Quand, entre le prolétaire et le petit bourgeois, il n'y aura plus d'autre différence que la quantité des écus ou la diversité des habits, quand l'un et l'autre auront mêmes idées et mêmes mœurs, quand l'union, en un mot, sera faite entre eux et qu'ils auront enfin constitué cette opinion publique que les positivistes appellent si ardemment de leurs vœux, la partie sera bien près d'être gagnée, la question sociale d'être résolue.

Cette brochure a été composée par des ouvriers typographes syndiqués.

Versailles. — Imp. AUBERT, 6, avenue de Sceaux.





Extrait du Catalogue de la Société positiviste

10, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 10, PARIS

- Auguste Comte.** — *Discours sur l'Ensemble du Positivisme*, contenu dans le 1^{er} vol. du *Système de Politique positive*, prix : 8 fr. — *Calendrier et Bibliothèque positivistes*, 20 c. — *Opuscules de Philosophie sociale*, 1 vol., 3 fr. 50. — *Discours sur l'Esprit positif*, 2 fr.
- Pierre Laffitte.** — *Le Positivisme et l'Economie politique*, 50 c. — *La Révolution française*, 1 fr. — *Centenaire de Diderot*, 1 fr.
- D^r Robinet.** — *Notice sur l'Œuvre et la Vie d'Auguste Comte*, 2^e édition, 1 fort vol., 10 fr.
- Camille Monier.** — *Exposé populaire du Positivisme*, 75 c.
- Emile Corra.** — *Appréciation générale du Positivisme*, 1898, br., 60 c.
- P. Foucart.** — *Le Centenaire de Voltaire*, 1 fr. — *De la Fonction industrielle des femmes*, 1 fr. — *La Mode et le Salaire*, 50 c.
- Louis Cons.** — *Un Cours d'Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours*, Paris (Delagrave). — *Biographies d'hommes illustres des temps anciens et modernes*, 1 vol.
- Cercle des Prolétaires positivistes de Paris.** — *Des Caisses de retraite pour les vieux ouvriers* : Réponse au questionnaire dressé par la Commission parlementaire (1880), 25 c. — *Le Positivisme au Congrès ouvrier de Paris (1881)* : Discours prononcés par E. LAPORTE, sur l'Enseignement professionnel; par I. FINANCE, sur les Sociétés coopératives; par F. MAGNIN, sur la Représentation des ouvriers au Parlement, br., 50 c.
- Isidore Finance.** — *Des Chambres syndicales ouvrières et des Associations coopératives* : Discours prononcés au Congrès ouvrier de Marseille, 15 c.
- A. Keüfer.** — *Les abus des Adjudications au rabais*, br., 25 c.
- F. Fagnot.** — *De la Réduction des heures de travail*, br., 15 c. — *Le Congrès socialiste international de Londres, 1896*, br., 15 c. — *Les Attributions des Syndicats ouvriers*, br., 25 c. — *Les Syndicats ouvriers en Angleterre, résumé historique (1799-1895)*, br., 1 fr.
-

